

Éducation/Suite aux réformes dans l'Éducation et l'Enseignement supérieur

Les élèves de la capitale économique disent non !



A Port-Gentil, les élèves des lycées et...



...collèges ont marché pour exiger la suppression...

Christelle NTSAME
Port-Gentil/Gabon

A l'instar de ceux d'autres localités du pays, qui ont aussi débrayé hier pour exiger le retrait des mesures du gouvernement les concernant, les apprenants de Port-Gentil ont organisé des marches qui ont eu pour conséquence de perturber considérablement la circulation dans la cité pétrolière.

C'EST pour exprimer leur mécontentement face au projet de décret portant modifications des condi-

tions d'attribution des bourses d'études aux futurs bacheliers que les élèves du second degré issus des établissements secondaires publics de la place de Port-Gentil ont organisé hier une marche pacifique de protestation. Les nouvelles mesures gouvernementales prévoient que les bourses ne seront dorénavant attribuées qu'aux demandeurs de moins de 19 ans ayant obtenu une moyenne générale supérieure ou égale à 12/20 à l'examen. Une décision qui n'a pas trouvé un écho favorable chez nos enfants. Visiblement dans l'ensemble du pays, où des



...des mesures gouvernementales les concernant.

marches spontanées ont été organisées hier pour contester cette "mesure inique et impopulaire" entend-on. Ici, l'hallali a été donné depuis le lycée technique Jean-Fidèle Otando.

Les "kaki-bleu", comme on les surnomme, ont marché jusqu'au lycée Joseph Ambouroué Avaro, où les élèves de cet établissement leur ont emboîté le pas. Ensemble, ils ont convergé

vers le boulevard Léon-Mba. Certains avec des banderoles où on pouvait lire, entre autres : "non à la bourse conditionnée". D'autres arboraient l'étendard national en scandant : "On veut la bourse !" Le mouvement s'est ensuite étendu aux élèves du CES Bac-Aviation, puis à ceux des lycées et collèges Raponda Walker, et Delta. Perturbés dans leur élan, plusieurs élèves ont préféré regagner leurs domiciles. Si les forces de l'ordre ont vite fait de disperser les marcheurs au niveau du carrefour Léon-Mba, avant de dresser des barrages au

carrefour Tobia, les élèves ont promis ne pas en rester là. « Le gouvernement doit revoir les conditions d'obtention des bourses d'études qui tiennent compte des réalités du système éducatif de notre pays. La moyenne pour l'obtention de la bourse doit revenir à 10. Le gouvernement doit aussi enlever la moyenne d'âge de 19 ans », s'est exprimé un élève, visiblement remonté. C'est avec cet espoir nourri qu'ils se sont dispersés, tout en brandissant la menace de revenir à la charge si rien n'était fait dans les jours qui viennent.

Activités politiques du ministre Houangni Ambouroué

Message contre le tribalisme et don de taxis



Les officiels lors de la rencontre dit "Stop au tribalisme" !



Le donateur, le ministre Houangni remet les clés à titre symbolique à un des bénéficiaire des trois taxis.



Vue des trois taxis offerts.

CNE
Port-Gentil/Gabon

La rencontre organisée par l'association "Tendance Avenir", a été l'occasion pour son président-fondateur, le ministre Pascal Houangni Ambouroué, d'inviter les natifs de Port-Gentil en particulier, et de l'Ogooué-Maritime en général, à préserver et cultiver toujours le "bon vivre-ensemble"

SOUS la houlette du ministre Pascal Houangni Ambouroué, les autorités politiques, administratives

et religieuses de Port-Gentil se sont donné rendez-vous, samedi dernier, à la foire Pierre-Louis Agondjo Okawé. Une manifestation y était organisée à l'effet de sensibiliser la population port-gentillaise et marigovéenne, à la nécessité de lutter contre le tribalisme que certains habitants commencent à cultiver sournoisement dans la région. « Souhaitons d'abord un bon retour chez lui au président de la République. Ensuite, j'attire notre attention sur un fait : il ne se passe plus un jour sans que certains journaux de la place et autres chaînes de télévision et une certaine

presse en ligne ne produisent des articles à consonance tribale ou xénophobe (...) Des compatriotes, du fait de leur position sociale, ne sont plus appelés par leurs patronymes, mais plutôt affublés du qualificatif étrangers», s'est indigné le ministre Houangni Ambouroué. Pour l'élu du 1er siège de Port-Gentil, de tels agissements sont à proscrire. Ajoutant : « certains leaders d'opinions et autres acteurs à court d'idées en font désormais leurs choux gras, dans le cadre d'une récupération politicienne. » Aussi, Pascal Houangni s'est-il employé à montrer aux uns et autres, les « désas-

tres et les désolations» que peut occasionner le tribalisme. « Filles et fils d'ici, nous sommes condamnés à vivre ensemble - au-delà de nos histoires et de nos cultures parfois croisées - pour la construction d'un Gabon fort et soudé, et pour préparer un avenir serein à nos enfants. N'oublions pas que l'histoire de notre pays est faite de migrations de peuples venus des quatre coins du continent, à la recherche de paix et de sécurité en cette terre hospitalière qu'est le Gabon », a dit en substance le ministre Houangni Ambouroué. C'est donc pour "prévenir...

que guérir" que le président de "Tendance Avenir" pense qu'il faut déjà « oser en parler ensemble; histoire de toujours entretenir notre savoir vivre-ensemble entre Gabonais. » Pour cela, la structure associative se propose de lancer, d'ici là, des campagnes de sensibilisation et de formation de jeunes par l'incubation culturelle à travers l'organisation de camps de vacances. Stop au tribalisme ! Voilà un message fort utile et sensible à relayer. Conscients des effets collatéraux du tribalisme, lorsqu'il n'est pas circonscrit à temps, Etienne Ngoma (représentant les

sages), Jeff Ndjocka (porte-parole de la jeunesse) et le gouverneur Patrice Ontina (au nom de la province de l'Ogooué-Maritime), ont promis de donner de la voix à ce sujet. A cette occasion, et faisant d'une pierre...deux coups, le ministre Pascal Houangni Ambouroué dont on connaît le sens de la magnanimité, a offert trois taxis neufs à des compatriotes sans-emploi, dont les noms ont été tirés au sort, séance tenante, en vue de leur autonomisation. Une action qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative privée dénommée : "cheval de bata"